

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Carbon Disclosure Project s'étend aux 52 plus grandes sociétés suisses

Cette année, Ethos et Pictet vont participer au CDP élargi aux entreprises du SMI et du SMIM, afin d'éclairer leurs pratiques face au changement climatique.

STÈVE HONSBERGER
À GENÈVE

FEDRE

C'est une première en Suisse. Une enquête sur les pratiques des grandes sociétés cotées par rapport à leurs «risques climatiques» sera disponible vers la fin de l'année. Le Carbon Disclosure Project (CDP) regroupe aujourd'hui plus de 250 investisseurs institutionnels qui gèrent au total plus de 40.000 milliards de dollars d'actifs. Le CDP mène chaque année une étude collective sur l'information relative à la stratégie des entreprises en matière de changement climatique et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Il a pour objectif d'informer ses membres sur les risques et opportunités que représente la «contrainte carbone» à laquelle les entreprises sont confrontées, et vise également à améliorer la qualité de

leur reporting. La première édition de l'étude, en 2000, portait sur les 500 premières entreprises mondiales. Depuis, le taux de réponse de celles-ci n'a cessé d'augmenter, et l'univers a été progressivement élargi, avec la participation de 1800 sociétés en 2006.

Cette année, pour la 5^e version du CDP, Ethos et le banquier privé genevois Pictet & Cie vont financer et participer à l'élargissement de l'enquête du Carbon Disclosure Project (CDP5) aux 52 plus grandes sociétés cotées en Suisse (voir graphique) appartenant aux indices SMI et SMI Mid (SMIM). Une

dizaine d'autres extensions nationales du CDP existent ailleurs dans le monde.

Les questionnaires du CDP seront envoyés aux entreprises dès le mois prochain, alors que les résultats seront dépeupillés et analysés durant l'été. En septembre, le rapport du CDP5 sur les entreprises du FT500 sera publié, alors qu'un événement pour l'extension suisse est prévu en octobre ou en novembre 2007.

Les sociétés suisses sont encore très hétérogènes

Pour Christophe Butz, analyste en durabilité auprès de Pictet Asset Management, «les sociétés suisses ne sont en général pas encore suffisamment proactives en matière de gestion de leurs émissions de GES, notamment par rapport à leurs homologues européennes déjà impliquées dans le négoce de droits d'émissions de GES, dans le cadre du marché EU ETS». Par conséquent, l'extension suisse du CDP permettra de les inciter à faire preuve de plus d'initiatives et de

transparence en la matière, et d'étendre une prise de conscience surtout présente à l'heure actuelle parmi quelques blue chips. A noter toutefois que le groupe Holcim a déjà des sites en Europe soumis aux quotas du marché EU ETS. Selon Caroline Schum, analyste senior chez Ethos, «19 sociétés suisses étaient incluses dans la quatrième mouture du CDP, dont 11 appartenant au FT500» (ABB, Credit Suisse, Holcim, Nestlé, Novartis, Richemont, Roche, Swiss Re, Swisscom, UBS et Zurich Financial Services). Parmi ces 11 entreprises, seule Richemont n'a pas répondu au questionnaire du CDP l'année passée. Les 8 autres sociétés sont des producteurs d'électricité, dont EOS, seule société de ce secteur ayant accepté que sa réponse soit rendue publique.

Que faut-il attendre du taux de réponse et de la qualité des questionnaires que les entreprises suisses vont remplir? Selon les études réalisées par Ethos sur le reporting socio-environnemental des sociétés

suisses, la moitié de ces 52 entreprises publient déjà des données sur leurs émissions de GES. Par contre, seules 5 d'entre elles procèdent explicitement à une intégration des enjeux stratégiques liés au changement climatique dans la conduite de leurs affaires. «La plupart vont réagir, mais certaines n'auront pas le niveau de reporting adéquat», prédit Christophe Butz. A l'heure actuelle, selon le CDP, les meilleurs élèves en Suisse sont UBS, Credit Suisse et Swiss Re, qui atteignent toutes trois le score de 90 points sur un total de 100, calculés selon une batterie de critères spécifiques liés au changement climatique. En comparaison internationale, ces sociétés font bonne figure puisqu'elles sont incluses dans le Climate Leadership Index de 2006, un indice qui comprend les 50 sociétés du FT500 qui ont les pratiques de management et de transparence les plus poussées par rapport au changement climatique.

[s.honsberger@agefi.com]

NIVEAU DE REPORTING SOCIO-ENVIRONNEMENTAL DES SOCIÉTÉS DU SMI ET SMIM (AU 30 SEPTEMBRE 2006)

En démarrage	En progression	Leaders suisses
JULIUS BÄR =	ADECCO ↗	ABB ↗
KUDELSKI =	CLARIANT ↗	BÄLDOISE ↗
SGS =	GIVAUDAN ↗	CIBA ↗
SWISS LIFE ↗	LONZA ↗	CREDIT SUISSE ↗
SYNTHESE ↗	NESTLÉ ↗	HOLCIM ↗
ZFS =	NOBEL BIOCARE ↗	NOVARTIS =
ACTELION ↗	RICHEMONT ↗	ROCHE ↗
CONVERIUM =	SERONO ↗	SWISS RE ↗
KABA =	SWATCH GROUP =	SWISSCOM ↗
LOGITECH =	CHARLES VÖGELE =	SYNGENTA =
PARGESA =	KÜHNE & NAGEL =	UBS ↗
PSP =	KUONI =	GEBERIT =
PUBLIGROUPE =	LINDT & SPRÜNGLI ↘	GEORG FISCHER ↗
SAURER =	MICRONAS =	SIG =
TECAN =	OC OERLIKON ↘	SULZER =
VALORA ↗	PHONAK ↗	
	RIETER =	
	SCHINDLER ↗	
	SEZ =	
	SIKA =	
	STRAUMANN ↗	

Source: Ethos